



Les tristes évènements des 12 et 16 septembre dernier qui ont coûté la vie à plus d'une dizaine de soldats et de civils dans les régions en crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest militent pour la proclamation d'un Etat d'urgence.

A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles a-t-on coutume de dire. Ce qui se passe dans les régions majoritairement anglophones du Cameroun depuis quelques semaines mérite à suffisance qu'on s'y attarde. Le constat est clair. La situation sécuritaire qui semblait presque totalement maîtrisée - en dehors de quelques poches résiduelles - s'est brutalement dégradée au point où la peur, voire la panique, se sont à nouveau emparées des populations de cet espace en général et particulièrement celles du Nord-Ouest. Il n'a échappé à personne que cette recrudescence de la violence est concomitante de la rentrée scolaire, de la reprise des classes. On peut donc aisément y lire une volonté des irrédentistes d'empêcher ce retour à l'école et par extension à la vie normale. Pour certains analystes pointilleux, il ne faudrait pas perdre de vue que cette insécurité montante pourrait avoir un impact négatif, voire très dommageable sur la Can à venir, événement dont le succès est attendu à tous points de vue. Les magnifiques infrastructures doivent servir en toute quiétude à la jeunesse africaine dont le Cameroun sera 'hôte dès le mois de janvier 2022, dans 3 mois environ.

Pour nos analystes, ces données devraient être prises en compte dans l'optique d'une véritable reprise en main de la situation dans le Noso. Et du coup, la question récurrente sur l'urgence de la proclamation d'un Etat d'urgence réapparaît et se pose même avec acuité. Alors question

: pour sauver la paix dans les régions anglophones du Noso, faudrait-il alors réduire les libertés individuelles à leur plus simple expression afin de préserver la quiétude et la sécurité collective ? Voilà la problématique à laquelle le président de la République, chef de l'Etat, chef des Armées et son gouvernement devraient s'attarder. Car, depuis le déclenchement de cette crise en 2016, ce n'est pas faute de mesures, ni d'initiatives que la crise n'a pas été jusqu'à présent résorbée. Au contraire. Toutefois, lesdites mesures semblent avoir montré leurs limites. On pourrait citer entre autres le couvre-feu, les patrouilles sur le plan sécuritaire proprement dit, mais aussi sur un plan plus large, la satisfaction des revendications coopératistes initiales, la réintégration des repentis et bien plus encore l'organisation d'un Grand dialogue national (Gdn) avec implémentation des recommandations dans les meilleurs délais.

ORDRE PUBLIC

Seulement, force est de constater que tous ces efforts ne rencontrent pas l'assentiment de certains entrepreneurs du chaos qui jouent plutôt le pourrissement. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles, pourrait-on dire aujourd'hui. Ces derniers jours en effet, les forces de l'ordre et sécurité et même les civils ont payé un lourd tribut dans cette guerre au point où une certaine impatience semble gagner quelques esprits au sein de la troupe. Certains ne veulent désormais qu'une chose : en découdre et neutraliser définitivement ces bandes ensauvagées qui terrorisent les paisibles populations et mettent à mal l'unité nationale. Cependant pour nos analystes, le danger à éviter c'est que ce sentiment ne fragilise le moral de la troupe.

Le président de la République, chef de l'Etat, chef des armées semble l'avoir très vite compris en dépêchant, au lendemain des dernières attaques contre nos soldats et des civils, le ministre délégué à la présidence de la République en charge de la Défense, Joseph Beti Assomo, pour reconforter le moral de la troupe et élaborer une nouvelle stratégie de riposte sur le terrain. Et ceci, au moment où des mains tapies dans l'ombre, véritables pêcheurs en eaux troubles, tentent ubuesquement d'instrumentaliser nos forces de défense à travers de fausses lettres dans l'optique de saper le moral de la troupe. Il est judicieux d'en tenir compte. Toutefois estiment nos mêmes analystes, le dilemme auquel serait confronté le gouvernement n'est donc pas simple. Loin s'en faut...Mais l'histoire a ceci de particulier qu'elle nous enseigne en nous renseignant sur le passé.

Et ceci, afin de nous permettre de comprendre le présent et mieux nous projeter vers le futur. Pour la petite histoire, il y a de cela 29 ans, au mois d'octobre 1992 exactement, dans la même région, le président Paul Biya prenait un décret instituant l'Etat d'urgence dans le Nord-Ouest pour des raisons de trouble à l'ordre public. 3 mois plus tard, la situation s'était stabilisée. Pourtant à cette époque, les faits visés n'étaient pas plus graves que ceux qui ont actuellement cours dans cette partie de notre pays. Sans pour autant céder à la panique, nos analystes estiment que l'heure est suffisamment grave... Alors question : le pas de l'Etat d'urgence devrait-il être franchi ? Même si le président Paul Biya n'est pas forcément un vat-en-guerre qui s'est à chaque fois illustré par la justesse des décisions qu'il prend, nos analystes estiment qu'il est temps pour que le chef des Armées siffle la fin de la récréation.

La Nouvelle
